



**HAL**  
open science

# E-pétition et dynamiques de mobilisation: une interaction à géométrie variable. Une étude de cas liés à l'environnement

Martine Legris, Regis Matuszewicz

## ► To cite this version:

Martine Legris, Regis Matuszewicz. E-pétition et dynamiques de mobilisation: une interaction à géométrie variable. Une étude de cas liés à l'environnement. Participations - Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté, 2021, Participations - Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté, 28, pp.47-79. hal-03242790v1

**HAL Id: hal-03242790**

**<https://hal.univ-lille.fr/hal-03242790v1>**

Submitted on 31 May 2021 (v1), last revised 22 Dec 2023 (v2)

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# **E-pétition et dynamiques de mobilisation : une interaction à géométrie variable.**

## **Une étude de cas liés à l'environnement<sup>1</sup>**

Martine Legris, Régis Matuszewicz

Résumé : Notre objet porte sur les sept pétitions les plus importantes en nombre de signatures (plus de 4 000 signatures) issues des 1 034 pétitions en ligne relatives à l'environnement visibles sur le site *lapetition.be* (deuxième site d'e-pétitions belge francophone). L'accès à cette base de données nous offre la possibilité de nous attacher à la réalité des comportements des signataires plutôt qu'à leurs déclarations. Alors que théoriquement n'importe qui pourrait signer n'importe quelle pétition, nos recherches tendent à montrer que ce sont d'abord les personnes partageant un même territoire qui vont ajouter leurs signatures. Nous tentons de résoudre cette énigme de la localisation des signatures, en soulignant l'articulation entre les facteurs de territorialisation, fondés sur les réseaux locaux, et les facteurs favorisant une diffusion des signatures au-delà du cercle pétitionnaire géographiquement proche (effet plateforme, réseaux sociaux, médiatisation nationale). Notre étude montre l'imbrication de l'ancrage local et des processus de diffusion de signataires locaux vers des signataires géographiquement plus éloignés. Les dynamiques pétitionnaires procèdent soit en partant d'un ancrage local préexistant sur le terrain, soit par une forme d'attractivité des pétitions qui passe par un effet plateforme.

\*\*\*

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) sont souvent présentées comme un moyen de revitaliser la démocratie. En témoigne la prolifération de sites web consacrés au pétitionnement (Monnoyer-Smith, Wojcik, 2014). Un certain nombre de travaux (Neveu, 2011 ; Monnoyer-Smith, 2011) émettent l'idée que nous serions face à une transformation de la démocratie. À côté de la manifestation et du boycott, la pétition viendrait du peuple et viserait la remise en cause du pouvoir (Tiberj, 2017). Les pétitions elles-mêmes sont depuis longtemps reconnues comme le fondement de la « logique des nombres » dans les répertoires des mouvements sociaux et comme un moyen d'indiquer la force numérique et l'ampleur du soutien public aux revendications formulées par les organisations de mouvements (Della Porta, Diani, 2006). Le contexte numérique favoriserait la réussite de la pétition car il permet à ses créateurs et créatrices et aux militant·es de réduire les coûts, de gagner l'attention du grand public, et dépasse les limites spatiales et logistiques à la signature de pétition physique. Cependant, la participation citoyenne serait aussi la marque de la défiance (Rosanvallon, 2006,

---

<sup>1</sup> Nous remercions Thomas Léonard pour sa contribution à l'étude dont cet article est tiré.

2008), l'expression d'une démocratie numérique, celle des « contre-publics » visant à contester la démocratie représentative, à l'instar de la mouvance altermondialiste (Dahlberg, 2011). La participation électronique marque pour certains une distance plus grande au politique (*clicktivism*) (Shulman, 2009 ; Morozov, 2011) ; pour d'autres, elle serait plutôt le signe d'une pluralité de types de rapport au politique, du plus distant au plus actif (Karpf, 2010 ; Christensen, 2012).

De ce point de vue, l'e-pétitionnement constitue un objet privilégié d'observation de l'émergence potentielle d'un nouveau rapport au politique et de nouvelles formes de participation politique. L'action collective se déroulerait de plus en plus en ligne, laissant des traces et des données qui nous permettent de nouvelles formes d'analyse (Yasseri, Hale, Margetts, 2017). Il nous est ainsi possible de savoir ce que les gens font en ligne (nombre de signatures, à quelle date, à quelle heure par exemple) et d'étudier la population des signataires. D'après des études récentes, la réussite d'une pétition à mobiliser un grand nombre de signataires ne serait pas liée à la catégorie thématique de la pétition. Les premiers jours auraient une importance cruciale dans la réussite des pétitions en ligne (Yasseri et al., 2017), chaque signature ramenant des signatures par contacts et par un effet que nous qualifions « d'effet plateforme » (l'influence de la configuration du site d'e-pétitionnement) qui met en valeur par exemple les pétitions les plus signées durant les derniers jours. Alors que théoriquement n'importe qui pourrait signer n'importe quelle pétition, nos recherches tendent à montrer que ce sont d'abord les proches des premiers signataires (au sens de personnes partageant un même territoire) qui vont ajouter leurs signatures. Cette appartenance au même territoire tend à favoriser, comme nous le verrons, une proximité de mobilisation – que cette proximité soit physique (en se retrouvant, par exemple, lors de manifestations de terrain) ou de réseaux. L'élargissement à un public plus large intervient dans un second temps. Nous allons tenter de résoudre cette énigme de la localisation des signatures en montrant l'articulation entre les facteurs de territorialisation, qui reposent sur une stratégie de mobilisation fondée d'abord sur les réseaux locaux, et les facteurs favorisant une diffusion des signatures, qui vont permettre parfois de toucher des signataires au-delà du cercle pétitionnaire géographiquement proche (effet plateforme, réseaux sociaux, médiatisation nationale).

Les plateformes de pétitions en ligne ont en commun des fonctionnalités qui permettent aux pétitionnaires – habituellement sans frais – d'enregistrer, de créer et/ou de signer des pétitions sur une gamme de questions politiques (et apolitiques). Pourtant, les plateformes de pétition diffèrent considérablement. Nous pouvons utilement différencier les plateformes (a) gouvernementales, (b) sans but lucratif, et (c) commerciales. L'accès à une base de données privée, sans but lucratif, celle du deuxième site d'e-pétitions francophones le plus fréquenté (*lapetition.be*)<sup>2</sup> est suffisamment rare dans la littérature<sup>3</sup>, davantage portée sur l'étude de sites publics, pour être soulignée. Cet accès nous offre la possibilité de dépasser un certain nombre de limites, liées aux formes traditionnelles d'étude de la participation politique, en nous attachant à la réalité des comportements des signataires plutôt qu'à leurs déclarations (Alathur, Ilavarasan, Gupta, 2012 ; Schlozman, Verba, Brady, 2010 ; Gibson, Cantijoch, 2013), afin

---

<sup>2</sup> Sur une présentation plus approfondie du dispositif de recherche, voir Contamin, Léonard, Soubiran (2017).

<sup>3</sup> Voir sur la plateforme *Change.org* les travaux de Huré (2017), Halpin et al. (2018).

d'éviter le biais des discours rétrospectifs de légitimation. Nous suivrons les traces et les données laissées par les pétitionnaires sur ce site. Nous pouvons répertorier, dans la plupart des cas, un ensemble de données relatif à chaque pétition (texte de présentation, moment de lancement, initiateur ou initiatrice de la pétition, dynamique temporelle de rassemblement des signatures, renseignements sur le ou la signataire : prénom, code postal et commune, autres pétitions signées et/ou initiées sur le même site, précisions sur le moment de signature).

Dans le souci de réaliser une étude la plus intensive possible, notre objet porte sur les sept pétitions les plus importantes en nombre de signatures (plus de 4 000 signatures) dans la catégorie thématique « environnement », issues des 1 034 pétitions en ligne relatives à l'environnement visibles sur le site de *lapétition.be* (voir tableau 1). Cette section regroupe 8 % du nombre total de pétitions déposées sur le site et recueille 7 % des signatures, ce qui la place en situation médiane par rapport aux autres thématiques répertoriées sur le site (politique, social, droits de l'homme, protection animalière, loisirs, art et culture, humour-insolite et « autres »). Elle présente une originalité en ce sens que les commentaires sont plus longs que la moyenne, avec un nombre de mots supérieur à 50 (Barats et al., 2019). Le succès des pétitions est donc ici assimilé au nombre de signatures recueillies.

Quelles sont les caractéristiques de ces sept pétitions ? On remarquera que les cinq porteurs et porteuses des pétitions pour lesquelles nous avons des éléments d'identification sont des institutionnels ou tout au moins des associations. On peut en effet dénombrer deux élues locales : l'échevine de l'environnement de la commune de Jette, au nord de Bruxelles, Claire Vandevivere ; et la conseillère communale de Bruxelles-Ville, membre du groupe écologiste, Zoubida Jellab. Ces deux politiques ont la caractéristique d'avoir initié d'autres pétitions sur le même site. Deux autres pétitions sont le fait d'associations de défense de la nature : la ligue protectrice des oiseaux de Champagne-Ardenne et l'association Nature Haute-Marne, pour la pétition 3940 contre la journée de déterrage du blaireau en Haute-Marne ; et l'association Sea Shepherd France, qui entend défendre les océans (pétition 6038). Il faut préciser que l'une des deux pétitions dont nous n'avons pas pu identifier l'initiateur ou l'initiatrice porte sur cette même association (elle appelle en effet à la libération du créateur de l'organisation, Paul Watson). Enfin, la pétition 13119 « Sauvez la source de Tridaine et la Trappiste de Rochefort ! », forte de 11 034 signatures, a été initiée par l'abbaye trappiste de Rochefort qui n'a pas hésité à faire appel à une agence de communication pour lancer sa pétition.

Les données dont nous disposons<sup>4</sup> nécessitent un travail assez minutieux de croisement et de vérification qui s'explique par leur caractère discontinu (tous les signataires n'ont pas laissé leur code postal ou le nom de leur ville par exemple) et non linéaire. Ainsi, à la différence des six autres pétitions, la pétition 8629 « Non à l'élargissement du Ring » se caractérise par l'absence de données de géolocalisation. La pétition 3940 « Non à la journée de déterrage du blaireau en Haute-Marne » se singularise par le caractère semble-t-il obligatoire des commentaires (100 % des signataires ont laissé un commentaire). Précisons qu'habituellement la possibilité de proposer un commentaire est à la libre appréciation du déposant ou de la

---

<sup>4</sup> Les données sont anonymisées.

déposante de la pétition<sup>5</sup>. En outre, toutes les pétitions n'ont pas bénéficié des mêmes possibilités de mise en visibilité sur le site car celui-ci a évolué au cours du temps, et par conséquent, les règles de mise en avant des pétitions les plus signées aussi. La caractérisation sociodémographique est malaisée en l'absence d'éléments individualisés comme le sexe, l'âge ou la profession. En outre, l'absence de données d'âge et le caractère non systématique des informations relatives aux professions et catégories sociales des signataires rendent très difficile une analyse sociologique des signataires.

Nous avons fait preuve d'inventivité méthodologique afin de pallier ces manques, tout en respectant une certaine prudence. Les données issues du site (texte de la pétition, date et heure des signatures, localisation des signataires, agencement du site) nous permettent de reconstituer les dynamiques pétitionnaires en ligne (à l'exception de la pétition 8629)<sup>6</sup>, de manière précise dans le temps et dans l'espace. En raison de ces contraintes, mais aussi et surtout des opportunités que nous offre la possibilité d'étudier, pas à pas, l'évolution d'une pétition numérique, nous avons privilégié l'approche géographique des dynamiques des signatures dans une perspective diachronique. Le caractère local ou global d'une pétition sera d'abord attesté par le texte de la pétition qui révèle son objet et le type d'argumentaire mis en avant. Eu égard à l'importance des premiers jours des pétitions en ligne (Yasseri et al., 2017), la dynamique de diffusion sera dite locale, au sens d'ancrage géographique commun, lorsqu'il y a concentration locale des premières signatures. Elle sera considérée comme globale dans le cas d'une première diffusion sans localisation particulière, c'est-à-dire nationale voire internationale. La prise en compte de gradients intermédiaires entre local et global sera utile afin d'appréhender l'élargissement de la mobilisation au-delà de son centre, mais à un niveau infranational, ce que nous ferons à partir de la notion de périphérie. Nous suivrons, ainsi, comment les logiques de diffusion géographique s'élaborent : vont-elles du niveau local au niveau national voire international, ou au contraire partent-elles d'une diffusion nationale/internationale pour revenir à une diffusion locale ?

**Tableau 1. Caractéristiques des pétitions étudiées<sup>7</sup>**

<b>Ordre chronologique</b>	<b>Numéro</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Date de lancement</b>	<b>Initiateur ou Initiatrice</b>	<b>Origine</b>	<b>Nombre de signatures</b>	<b>Type de dynamique</b>
----------------------------	---------------	-----------------	--------------------------	----------------------------------	----------------	-----------------------------	--------------------------

<sup>5</sup> 83 % des pétitions ont suscité au moins un commentaire. Ceci indique que les porteurs et porteuses de pétition autorisent le plus souvent les signataires à laisser un commentaire. Seules 23 % des signatures sont assorties de commentaires en moyenne sur tout le site (24 % pour la rubrique environnementale).

<sup>6</sup> La pétition 8629 « Non à l'élargissement du Ring » a d'ailleurs bénéficié de davantage de signatures sur papier (5 000) que de signatures numériques (un peu plus de 4 000).

<sup>7</sup> Précisons que l'extraction des données de la base a été réalisée le 12 février 2015.

1	3940	« Non à la journée de déterrage du blaireau en Haute-Marne »	05/03/2009	LPO Champagne-Ardenne et Assoc. Nature Haute-Marne	Champagne-Ardenne Haute-Marne	7 463	globale
2	6038	« Soutenons Sea Shepherd »	16/01/2010	Assoc. Sea Shepherd	Paris	4 412	globale
3	8629	« Non à l'élargissement du ring. Oui à la préservation du Bois du Laerbeek »	03/11/2010	Échevine de la commune de Jette	Jette	4 753	locale
4	8997	« Contre l'exploitation du gaz de schiste »	20/12/2010	Particulier non identifié	Non identifiée	5 918	globale
5	9706	« Non au bétonnage de l'avenue du Port et à l'abattage des 300 platanes »	09/04/2011	Zoubida Jellab, élue écologiste, présidente du comité de quartier M.-C. Reine Stéphanie	Bruxelles	8 915	globale/ locale
6	11453	« Libère Paul Watson » ( <i>sic</i> )	17/05/2012	Non identifié	Non identifiée	5 119	globale
7	13119	« Sauvez la source de Tridaine et la Trappiste de Rochefort ! »	18/06/2013	Abbaye des trappistes de Rochefort	Rochefort	11 034	locale

Nous tenterons de montrer en quoi les dynamiques territoriales des pétitions, et plus particulièrement les dynamiques de succès (puisque nous analysons les pétitions ayant recueilli le plus de signatures), nous renseignent sur les modes de mobilisation sous-jacentes des signataires et sur leurs profils. Nous explorerons ainsi ce paradoxe apparent qui montre que des pétitions en ligne recueillent d'abord les signatures des proches (au sens d'ancrage géographique commun) des premiers signataires, alors qu'en théorie leur diffusion sur Internet

devrait transcender les frontières (voir les pétitions 8629 et 13119 en particulier).

En référence à la notion de structure d’opportunité politique (Fillieule, Mathieu, 2009)<sup>8</sup>, nous dressons l’hypothèse que les dynamiques territoriales et temporelles de succès des pétitions et le type de signataires mobilisés sont fortement influencés par les répertoires d’action (Tilly, 1984, 1986) utilisés par les initiateurs ou initiatrices des pétitions et leurs soutiens, et par l’agencement spécifique du site qui favorise une visibilité plus grande de certaines pétitions, constitutif d’une « structure d’opportunités numériques ». La diffusion plus ou moins large (du local à l’international – dynamique territoriale) et plus ou moins rapide des signatures (dynamique temporelle) serait en lien étroit avec les actions de terrain centrées sur le local et/ou l’utilisation de dispositifs numériques et médiatiques – ces derniers étant plus propices à un élargissement du cadre spatial de la mobilisation.

L’accès à la base de *lapetition.be* va nous permettre de distinguer les pétitions selon l’importance plus ou moins grande de certaines catégories de signataires (habitué·es à signer sur le site, non-habitué·es du site qui tendent à se mobiliser ponctuellement en faveur d’un enjeu local, non-habitué·es du site appartenant à des réseaux militants). Il s’agit de types de signataires objectivables statistiquement à partir des données du site. Les individus dits « insérés dans des réseaux politisés » (Baygert, 2014) signent généralement un nombre intermédiaire de pétitions, mais souvent sur des thématiques très spécialisées. Ils et elles seront davantage susceptibles que les autres de favoriser une diffusion géographique plus large des pétitions par le biais des réseaux sociaux. Les individus « consommateurs »<sup>9</sup> de pétitions (Bright et al., 2020) se caractérisent par une fréquentation assidue du site. Ils et elles signent beaucoup de pétitions, mais pas nécessairement sur des thématiques spécifiques et sont moins susceptibles de diffuser la pétition par les réseaux sociaux. Ils renvoient davantage au « militantisme mou » évoqué par Shulman (2009). Enfin, les individus « insérés dans des réseaux locaux » signent d’ordinaire peu de pétitions. On va davantage les retrouver dans le contexte de répertoires d’action privilégiant les mobilisations locales de terrain (manifestations, journaux locaux...), voire numériques (Facebook, site web...), mais alors en s’adressant de manière privilégiée à la population locale.

**Tableau 2. Variables d’analyse et dynamiques pétitionnaires locales/globales**

<b>Variables d’analyse</b>	<b>Dynamique locale</b>	<b>Dynamique globale</b>
<b>Lieu de résidence des signataires</b>	Localité proche de l’objet	National, international

<sup>8</sup> Selon les deux auteurs, la notion de structure des opportunités politiques rend compte de l’environnement politique auxquels sont confrontés les mouvements sociaux, qui peut, selon la conjoncture, exercer une influence positive ou négative.

<sup>9</sup> Dans le présent texte, le masculin peut parfois être employé comme genre neutre pour désigner aussi bien les femmes que les hommes.

<b>Profil des signataires</b>	Proportion plus importante de primo-signatures	Proportion plus importante de signatures issues de personnes habituées du site
<b>Appartenance à des réseaux</b>	<i>Offline/online</i>	Principalement <i>online</i>
<b>Effets plateforme</b>	Peu marqués	Marqués

Les données de la base, malgré leur richesse indéniable, restent parfois insuffisantes pour tenter d'expliquer pourquoi certaines pétitions se caractérisent par une diffusion locale et d'autres par une dynamique globale. Afin de mieux comprendre ces logiques territoriales, à partir d'autres dispositifs d'enquête (Boyadjian, 2016), il convient de mobiliser également d'autres types d'informations. Ainsi, les répertoires d'action peuvent, selon les cas, relocaliser (par l'importance des réseaux militants locaux) ou délocaliser la dynamique pétitionnaire (par le biais des médias nationaux, des réseaux sociaux, de l'effet plateforme). À cette fin, nous avons recueilli, sur les réseaux sociaux ainsi que dans les médias d'information, les éléments relatifs aux pétitions concernées (appels à signer, débats, actions en lien avec la pétition, acteurs mobilisés). Puis nous avons procédé à un travail d'identification des initiateurs ou initiatrices de pétition (à partir des deux fichiers « initiateurs » de pétition de la base ou de leur signature éventuelle), qui a été suivi de la passation d'entretiens quand cela a été possible (en nombre malheureusement restreint car il s'avère difficile de retrouver les personnes après plusieurs années, et que certaines fois quand nous y parvenions nous avons essuyé des refus).

De façon générale, nous parlerons d'ancrage local (ou de dynamique locale) lorsque le texte de la pétition, le point de départ de la dynamique des signatures et les répertoires d'action sont locaux (pétitions 13119 et 8629). L'ancrage (ou la dynamique) sera dit global lorsque ces trois dimensions sont globales (pétitions 3940, 8997, 6038 et 11453). Seule la pétition 9706 présente un caractère hybride au regard de ces trois critères, par l'existence de ces deux dimensions (locales et globales) à deux moments différents de sa vie (voir tableau 1). Il en ressort l'existence de deux corpus de pétitions. Le premier comprend les trois pétitions se singularisant par l'ancrage local (pétitions 13119, 8629 et 9706). Le second regroupe les quatre autres pétitions se distinguant par un ancrage global.

Notre propos se développera en deux temps. Dans une première partie, nous insisterons sur l'importance des dynamiques d'ancrage local (géographique) des mobilisations, fondée sur les réseaux de terrain, favorable à la diffusion des signatures. Dans une seconde partie, nous montrerons que certains facteurs contribuent au contraire à privilégier une diffusion virale numérique globale<sup>10</sup>. Ainsi l'effet plateforme, les réseaux sociaux ou l'intervention de médias nationaux participent à délocaliser les modes de diffusion des pétitions.

---

<sup>10</sup> Par « diffusion virale », nous entendons une diffusion horizontale intentionnelle rapide favorisée par les réseaux sociaux par contamination des individus de proche en proche (Beauvisage, 2011), par recommandation ou « bouche-à-oreille ». Cette diffusion est rapide et peu prévisible.



## **Première partie : L’ancrage local comme condition de réussite d’une pétition en ligne**

À partir du premier corpus (pétitions 8629, 13119 et 9706), nous tenterons de qualifier et de comprendre l’importance de l’ancrage local dans la diffusion géographique d’une pétition. À cette fin, un certain nombre de questions relatives aux différentes logiques de diffusion géographique demandent à être éclaircies. Comment les stratégies de mobilisation des initiateurs ou initiatrices de pétition influent-elles sur la diffusion géographique des signatures ? Dans quelle mesure les modes d’action locaux en ligne et hors ligne favorisent-ils une diffusion locale ? Quels sont les facteurs propices à une diffusion géographique plus large ? Comment se combinent diffusions locale, nationale voire internationale ?

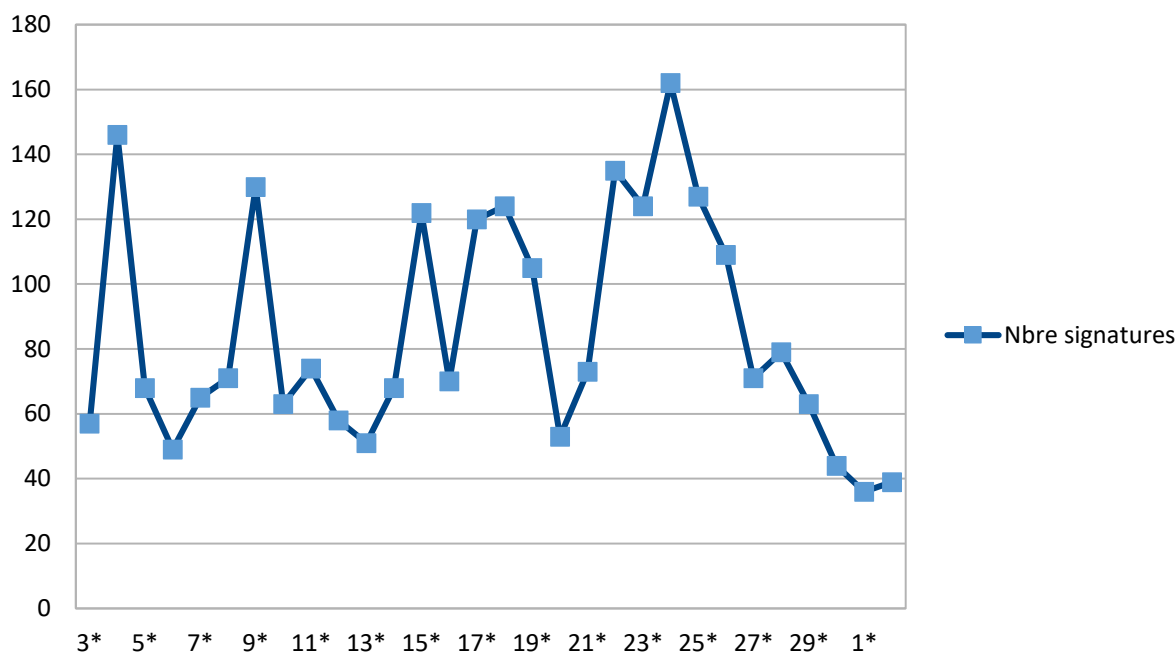
### *L’importance d’une stratégie locale en ligne/hors ligne*

Les pétitions 8629 « Non à l’élargissement du Ring » et 13119 « Sauvez la source de Tridaine et la Trappiste de Rochefort » se singularisent, d’une part, par une forte mobilisation locale hors ligne (conférence de presse lors du lancement de la pétition, création d’un collectif en faveur de la sauvegarde de l’environnement), d’autre part, par l’utilisation privilégiée d’Internet (*via* la création du site web [www.tridaine.be](http://www.tridaine.be), la mise en place d’une page Facebook ou encore l’utilisation des réseaux sociaux visant à promouvoir une mobilisation locale). Ainsi, la municipalité de Jette (pétition 8629) use à plusieurs reprises de la manifestation (cinq manifestations entre le 3 novembre 2010 et le 4 octobre 2015) et le recours à des répertoires d’action à caractère spectaculaire et festif (bourgmestre transformé en grand Schtroumpf ou en Obélix) afin de susciter l’intérêt des médias et de la population locale. Le lien entre mobilisation en ligne et hors ligne se mesure aussi par le fait que la pétition a recueilli 5 000 signatures sur papier, vraisemblablement locales<sup>11</sup>, qui s’ajoutent aux plus de 4 000 signatures recueillies sur le site [lapetition.be](http://lapetition.be).

#### **Graphique 1. Pétition 8629 « Non à l’élargissement du ring » : nombre de signatures en ligne par jour (du 3 novembre au 3 décembre 2010)**

---

<sup>11</sup> Ce qui semble attesté par son initiatrice, M<sup>me</sup> Vandevivere (voir extraits d’entretien *infra*).



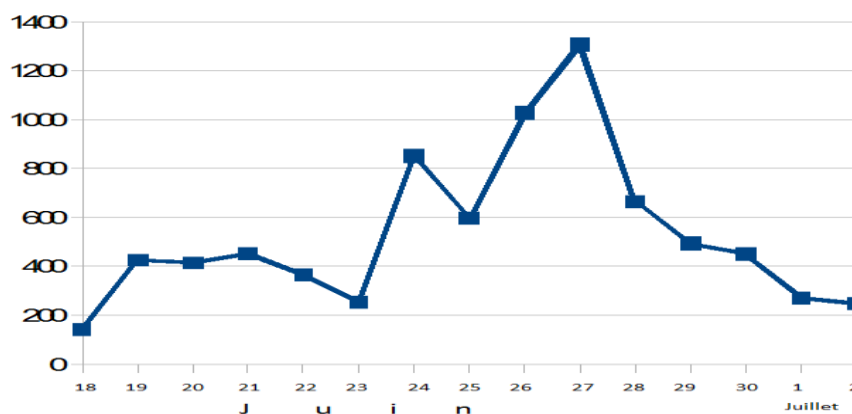
De nombreux pics de signatures, en faveur de la pétition 8629, correspondent à des mobilisations locales. La courbe de signatures des 30 premiers jours est très erratique. On y observe de nombreux pics. Le premier (5 novembre) correspond au lancement de la pétition et à la diffusion du journal de la ville *Jette info* n° 180, distribué dans toutes les boîtes aux lettres de la municipalité de Jette. L'annonce, les 17 et 18 novembre, de l'action « Non à l'élargissement du Ring. Oui à la préservation du Bois du Laerbeek » sur différents sites correspond à un nouveau pic. Les préparatifs et les actions autour de la première manifestation au bois du Laerbeek, le 27 novembre, peuvent expliquer le dernier pic (21 au 25 novembre), d'autant qu'il correspond aussi à la publication de plusieurs articles de médias nationaux d'information importants, le 20 novembre sur *DH.net* et *Lalibre.net* et le lancement d'une page Facebook sur la défense du bois du Laerbeek. Cette médiatisation nationale et l'usage de moyens numériques se traduisent malgré tout par un ancrage surtout local des signatures.

De son côté, la pétition 13119 (« Sauvez la source Tridaine... ») qui commence le 18 juin, avec un pic autour de 400 signatures en ligne du 19 au 22 juin, voit les deux tiers des signatures effectuées au cours du mois de juin (plus de 7 000 signatures), à une période d'intense mobilisation locale. Le mois suivant, la pétition ne recueille qu'un peu plus de 1 000 signatures, à un moment de moindre mobilisation. La progression des signatures est aussi à rattacher au contexte : le jour du lancement de la pétition se traduit par une conférence de presse, la création d'un site web et d'une page Facebook, le 18 juin. Trois jours plus tard, les moines trappistes lancent un appel à la population des communes de Rochefort et Marche-en-Famenne jouxtant le site de la source Tridaine, relayé par le site web *Tridaine*. Cet appel leur demande d'envoyer un courrier soutenant la pétition aux autorités de ces deux communes avant le 28 juin, date de la fin de l'enquête publique relative à la source Tridaine. Le 28 juin marque le sommet de la mobilisation avec 1 300 pétitionnaires. Au fur et à mesure que l'on approche du 28 juin, les signatures ne cessent d'augmenter, attestant de l'importance de l'ancrage local dans la

mobilisation des pétitionnaires.

Malgré l'abolition de tout ancrage territorial qu'offre le numérique, les signatures des pétitions examinées sont en réalité dépendantes de réseaux concrets, largement déterminés par les contraintes géographiques. Cette observation confirme que les réseaux physiques ne sont pas remplacés par les réseaux virtuels (Lasserre, 2000). En outre, la diffusion géographique des signatures confirme qu'Internet constitue « un espace parmi d'autres » (Greffet, 2012) qui s'articule à l'espace physique. L'utilisation des réseaux sociaux (Facebook) ou d'un site web peut cependant constituer des outils favorisant la mobilisation locale par l'information localisée distillée sur le mouvement.

**Graphique 2. Pétition 13119 : distribution des signatures en ligne au cours des 15 premiers jours (du 18 juin au 2 juillet 2013)**



Il est important de prendre en considération l'importance plus ou moins grande des différents profils de signataires, deuxième variable de notre cadre d'analyse. Ces deux pétitions ont la particularité de réunir avant tout des signataires *non habitués du site* de pétitionnement. Ceci peut s'expliquer par l'importance des actions de sensibilisation menées afin de drainer de nouvelles signatures. Les stratégies *online* et *offline* sont étroitement liées. Ainsi, la publicité autour de la mise en ligne de la pétition 8629 « Non à l'élargissement du Ring » sur le site *lapetition.be* a été suivie par une mobilisation physique de Jettois, comme le souligne Claire Vandevivere<sup>12</sup> : « Les citoyens pouvaient signer ou prendre des feuilles et faire signer. Une personne, dans son commerce, m'a ramené cinquante signatures. On a contacté les comités de quartier... »

Le tableau 3, relatif à la propension, selon leur lieu d'habitation, des signataires de la pétition 13119 « Sauvez la source de Tridaine... » à signer des pétitions, indique la diversité de

<sup>12</sup> Entretien réalisé le 13 juin 2017, auprès de M<sup>me</sup> Claire Vandevivere, échevine de l'environnement de la municipalité.

leurs profils.

**Tableau 3. Propension, selon le lieu d'habitation, des signataires de la pétition 13119 à signer des pétitions**

Lieu d'habitation	% au moins 10 pétitions signées	% au moins 5 pétitions « Environnement »	N=
Rochefort	5,1 %	2,1 %	428
Périphérie	6,9 %	1,3 %	534
Bruxelles-Capitale	15,3 %	4,1 %	1 208
Reste Belgique	8,4 %	1,9 %	6 049
France	2,9 %	0,6 %	1 150

Ce tableau présente trois résultats intéressants. D'abord, on constate que Rochefort et sa périphérie ne connaissent qu'une proportion assez faible d'individus signant 10 pétitions ou plus sur le site *lapetition.be*. L'explication réside vraisemblablement dans le fait que les déterminants du passage à la signature tiennent davantage à des réseaux locaux et personnels, comme les éléments de contexte nous le laissent fortement penser (voir *supra*). Inversement, une part très élevée des résidents bruxellois signe un nombre élevé de pétitions. Il s'agit davantage d'une population qui signe soit en tant que « consommatrice » de pétitions fréquentant assidûment le site, soit d'individus insérés dans des réseaux fortement politisés. Le troisième cas intéressant est celui de la France : peu de pétitionnaires, qui en sont issus, signent un nombre important de pétitions sur le site. Néanmoins, fait remarquable, les premiers signataires français connaissent en revanche un niveau particulièrement élevé d'importants utilisateurs du site : 6 des 20 premiers signataires français ont en effet signé au moins 10 pétitions sur le site, soit 30 %. Ceux-ci ont vraisemblablement joué un rôle moteur dans la diffusion de la pétition.

À la différence des pétitions précédemment étudiées (8629 et 13119) qui se caractérisent par une mobilisation locale précédant les mobilisations de réseaux, la pétition 9706, « Non au bétonnage de l'avenue du Port et à l'abattage de 300 platanes » à Bruxelles, se singularise par la disjonction temporelle entre mobilisations de réseaux et mobilisations locales. Alors que la pétition débute en avril 2011, avec un peu plus de 1 000 signatures, la mobilisation locale ne se manifeste de façon intense qu'en août, en se traduisant par le deuxième pic de signatures (près de 5 000), sur un total de 8 915 signatures.

**Tableau 4. Pétition 9706 : profils des signataires en avril-juillet et en août 2011**

Période	Nbre de signatures	% 50 sign. ou + sur le site	% 100 signatures ou + sur le site	% 8 pétitions environnement ou plus
Avril-juillet 2011	2 463	2,6	1,3	4,1
Août 2011	4 990	0,9	0,3	1,1

Entre avril et juillet 2011, une forte proportion de personnes habituées du site signent la pétition. Ce sont probablement des militant·es insérés dans des réseaux politiques importants et intéressés par la thématique environnementale<sup>13</sup>. La plateforme joue alors un rôle de mise en visibilité et de centralisation des efforts des porteurs et porteuses de la pétition. Parallèlement, des actions locales dans le quartier (« Adopte un arbre », affiches, pique-nique...) vont attirer l'attention des médias belges. En août 2011, sous l'effet de l'urgence, puisque le chantier commence et que l'abattage des arbres est programmé, une mobilisation très forte se développe au-delà des premiers cercles militants et parvient à fédérer les commerçant·es, les riverain·es de l'avenue et l'alliance de nombreuses associations, dont celles qui défendent le patrimoine historique de la ville. Des rondes de nuit sont organisées pour empêcher l'abattage des arbres. Une affiche géante est installée sur l'avenue entre les 3 et 8 août 2011. La médiatisation de la cause s'étend également avec les reportages télévisés diffusés par les chaînes nationales<sup>14</sup>. Cette pétition présente donc un profil hybride alliant importante proportion des habitué·es du site, dans un premier temps, et intensité des mouvements locaux citoyens, dans un second temps. Cette mobilisation combinant mobilisation en ligne et sur le terrain va aboutir à la mise sous scellés du chantier le 5 septembre 2011, empêchant l'abattage des arbres. Cette dernière pétition nous révèle que pour récolter de nombreuses signatures et aboutir à une réorientation de la politique publique visée, une importante mobilisation locale ne doit pas nécessairement se dérouler dès le lancement de la pétition, mais peut se produire dans un second temps. Le facteur « imminence du danger » joue ici le rôle d'accélérateur de la mobilisation locale.

À son tour, l'examen de la pétition 9706 montre que les nouvelles technologies de l'information et de la communication ne viennent pas remplacer les mobilisations classiques de terrain, mais viennent se combiner à celles préexistantes. Comme l'indique notre étude, souvent, les actions de terrain en ligne et hors ligne favorisent une diffusion locale des signatures qui s'accompagne d'une proportion plus importante de non-habitués du site, d'origine locale. Cet ancrage territorial est d'autant plus prégnant qu'il peut générer le recours à la pétition papier à côté de la pétition en ligne. Cela confirme les analyses concluant à l'absence de remise en cause des modes d'action traditionnels par les nouvelles technologies (Margolis, Resnick, 2000). La médiatisation de la cause, la mobilisation des réseaux sociaux, l'usage d'Internet vont permettre

<sup>13</sup> Il s'agit de la seule, parmi les sept pétitions étudiées, dont la part des signataires d'au moins huit pétitions environnement (4,1 % en avril-juillet et 1,1 % en août) est plus élevée que celles des signataires d'au moins 50 pétitions sur le site (respectivement 2,6 % et 0,9 %), soit des signataires plus intéressés par les questions écologiques que dans les six autres pétitions.

<sup>14</sup> L'entretien effectué en novembre 2018 avec une habitante du quartier qui a participé à cette cause souligne que la mobilisation locale durant l'été et la médiatisation qui s'est ensuivie a été déterminante dans l'abandon du projet.

d'élargir géographiquement cette première logique de mobilisation.

### *Une dynamique centre-périphérie propice au succès des pétitions*

Nous allons à présent souligner comment une mobilisation d'abord locale s'élargit pour devenir globale, c'est-à-dire nationale voire internationale. La pétition 13119 « Sauvez la source de Tridaine et la Trappiste de Rochefort » confirme l'importance de l'imbrication étroite entre mobilisation locale, qui implique comme on vient de le voir, mode d'action local en ligne et hors ligne, mais aussi diffusion nationale voire internationale des signatures que nous pouvons suivre dans le temps. L'élargissement du spectre de la diffusion (au-delà des signataires dans un quartier ou une commune déterminée, voire à sa périphérie) nécessite aussi que l'enjeu dépasse les intérêts locaux pour contribuer à l'intérêt général. C'est une question de construction sociale, comme le soulignent les théories du cadrage (Benford, Snow, Plouchard, 2012).

L'approche géographique de la diffusion des signataires, à partir de données de géolocalisation ou de sources indirectes en leur absence (entretiens, journaux, sites Internet...), nous conduit à souligner l'importance de la logique centre-périphérie – ce qui tend à mettre en évidence la réussite d'une stratégie de mobilisation fondée d'abord sur les réseaux locaux. La contribution de Rochefort à l'ensemble des signataires est en effet la plus forte le premier jour puis les jours suivants (29,1 % puis autour de 10 % entre le 19 et 21 juin, contre une moyenne de 3,8 % pour l'ensemble de la pétition) ; celle de Marche-en-Famenne (commune voisine de Rochefort) connaît également son plus haut niveau le jour du lancement de la pétition (5,6 % contre 1,3 % pour l'ensemble) ; c'est ensuite l'ouest immédiat<sup>15</sup> de ce centre qui connaît ses plus hauts niveaux à partir du 3<sup>e</sup> jour (6 %, et 5,5 % le 6<sup>e</sup> jour, contre 2,2 % pour l'ensemble) ; ce sont enfin Bruxelles et le reste de la Belgique qui sont massivement touchés à partir du 28 juin, c'est-à-dire au 11<sup>e</sup> jour de la pétition (respectivement autour de 60 % et 13 % contre 54,7 et 10,4 % pour l'ensemble). La France et le reste du monde ne sont fortement touchés qu'ultérieurement.

On peut émettre l'hypothèse selon laquelle la diffusion de la pétition 8629 « Non à l'élargissement du Ring » épouse cette même logique centre-périphérie, malgré l'absence de données de géolocalisation des signataires<sup>16</sup>. Selon les propos de l'échevine à l'environnement de Jette, en cinq mois, les signatures ne proviendraient pas uniquement de Jette et de Bruxelles, mais seraient aussi originaires de la périphérie (Vilvorde, Grand-Bigard, Wemmel, Dilbeek...). En effet, la réussite de la mobilisation de la pétition contre le ring a été telle que cela a conduit M<sup>me</sup> Vandevivere, promotrice de cette pétition, à lancer la pétition en ligne 16432, intitulée « Stop au survol intempestif des avions au-dessus de la Région bruxelloise » (Paye et al., 2017), le 20 octobre 2015, qui a eu moins de succès que la première, alors que les moyens utilisés étaient les mêmes (un peu plus de 2 000 signataires<sup>17</sup>). Elle explique le nombre important de

---

<sup>15</sup> C'est-à-dire l'ouest rochefortais. On retrouve ce phénomène aux mêmes dates, mais à un moindre niveau dans l'est rochefortais (1,2 % et 1,6 %, contre 0,8 % pour l'ensemble).

<sup>16</sup> Les items nom de la commune, code postal, région, pays et nationalité ne sont renseignés par aucun des signataires de cette pétition, ce qui semble indiquer que les variables n'apparaissent pas, à ce moment-là, aux yeux des pétitionnaires.

<sup>17</sup> Il faut préciser que la date de relevé de cette pétition 16432 (peu avant l'entretien du 13 juin 2017 avec M<sup>me</sup> Vandevivere) diffère de la date de relevé des autres pétitions, puisque cette pétition-ci a été lancée après

signatures de la première pétition par l'objet de la pétition (le bois du Laerbeek) pour lequel, selon ses propres mots « [i]l y aurait eu plus de sympathie visiblement bien au-delà sur l'idée de cet espace vert, et la verdure et les arbres. Alors que pour ceux qui n'habitent pas à Bruxelles, le survol des avions quand on habite à Sambreville (non touché par le bruit des avions), il y a moins de solidarité par rapport à cette problématique ».

Autrement dit, l'objet de la pétition sur le survol de Bruxelles marquée par une mobilisation NIMBY (Freundenburg, Pastor, 1992 ; Jobert, 1998)<sup>18</sup> expliquerait une moindre mobilisation résultant d'une absence de capacité à s'étendre au-delà de l'agglomération de Jette et de ses communes environnantes, malgré des moyens de sensibilisation identiques. Ainsi, sur 2 257 signatures en faveur de la pétition opposée au survol de Bruxelles, on compte une surreprésentation importante des habitants de Jette (980 des signataires, soit 1,9 % de la population de la commune de 53 000 habitants, mais 43,4 % des pétitionnaires), ce qui est loin d'être négligeable. Contribuer, par une pétition, à la modification initialement programmée de l'itinéraire des avions contiendrait le risque, pour les habitants des communes de la périphérie de Jette, d'être à terme impactés par le survol des avions. Il en résulterait une moindre propension à une diffusion plus large des signatures et un ancrage très local de la mobilisation. La thèse de Claire Vandevivere semble néanmoins contredite par la pétition 14178 (relative elle aussi au survol de Bruxelles) qui réunit plus de 20 000 signataires, dont un nombre non négligeable résidant hors de la région Bruxelles-Capitale, à moins de comparer les intitulés des deux pétitions relatives au survol de Bruxelles (16432 et 14178). La pétition 14178 est formulée en termes généraux, moins NIMBY : « Pour une solution durable au survol de Bruxelles, contre le plan de dispersion... »<sup>19</sup>, ce qui favoriserait une diffusion géographique plus large.

La plus grande efficacité de la pétition résiderait dans sa capacité à dépasser les oppositions communautaires<sup>20</sup>. Comme le souligne l'échevine à l'environnement de Jette, le bois du Laerbeek est un dossier communautaire (comme d'ailleurs le survol de Bruxelles). Or, les représentants flamands sont de plus en plus importants tant au niveau administratif que politique. Selon M<sup>me</sup> Vandevivere : « Dans le développement de tout ce pôle économique, s'ils veulent élargir le Ring [les Flamands], c'est pour permettre de continuer à développer tout un trafic de transit du port jusqu'à Zaventem. » Cette mobilisation citoyenne permet, selon l'élue, de dépasser les rapports de forces politiques et communautaires, et favorise une réponse de bon sens à un projet voulu par les Flamands en faveur du développement économique de la partie flamande, mais aux retombées négatives à l'égard de la population de Bruxelles. Ainsi, l'appel à la mobilisation citoyenne se présenterait comme un moyen de dépasser les « intérêts particuliers » communautaires, au nom de l'intérêt général de la défense de l'environnement,

---

l'extraction de la base le 12 février 2015.

<sup>18</sup> L'acronyme NIMBY (« *Not In My Backyard* ») signifie « Pas dans mon jardin » ou « Pas de cela chez moi ».

<sup>19</sup> Si la pétition 14178 fait référence à Bruxelles, elle s'y réfère dans sa globalité régionale et non pas à l'échelle d'une commune.

<sup>20</sup> Il peut paraître singulier qu'une municipalité use du moyen de la pétition pour faire pression sur les autorités régionales flamandes promotrices du projet de l'élargissement du Ring. En effet, selon un certain nombre de travaux, l'e-pétition proviendrait davantage des membres de la société qui tendraient à contester les tenants de la démocratie représentative (voir notre introduction) que de ceux et celles qui la soutiendraient, *a fortiori* des représentant·es politiques.

symbolisé par le risque de destruction du bois du Laarbeek. Cela revient à remettre en cause la théorie des adeptes de la démocratie représentative, selon laquelle les instances représentatives incarnent seules l'intérêt général, les citoyen·nes étant marqués par la diversité de leurs situations et positions sociales. Dans cette conception, la démocratie se réduit à l'élection au suffrage universel et par conséquent à la démocratie représentative incarnée par les élu·es.

L'opportunité qui nous est offerte de suivre la géolocalisation des signataires dans le temps révèle l'importance pour un lanceur ou une lanceuse de pétition de s'appuyer sur une mobilisation locale pour ensuite se diffuser plus largement (pétition 13119). Elle souligne aussi que l'objet de la pétition peut représenter un frein ou un accélérateur à sa diffusion, malgré l'identité des répertoires d'action (pétitions 8629/16432 lancées par Claire Vandevivere). L'usage de la pétition par certains édiles permet aussi de dépasser l'inertie des clivages politiques sur des enjeux d'intérêt général (pétition 9706).

Nous avons jusqu'ici opposé dimension locale et dimension globale de la diffusion géographique des signataires. Ces deux notions ont l'intérêt de bien marquer les différences entre ancrage local et diffusion au-delà de l'échelle infranationale. Mais leur dimension statique nous permet plus difficilement d'appréhender les dynamiques existantes entre niveau local et niveau global. Les notions de territorialisation et déterritorialisation sont propres à davantage penser le local et le global, non plus en termes d'opposition, mais de processus qui s'imbriquent l'un avec l'autre.

### *Entre dynamique de « territorialisation » (locale) et « déterritorialisation »*

Une double logique de « territorialisation » (locale) et « déterritorialisation » (nationale, voire internationale) transparait, en effet, des pétitions « Non à l'élargissement du ring » et « Sauvez la source de la Tridaine... ». La première logique tend à souligner l'importance de la mobilisation locale dans le succès (par le nombre de signataires) de la pétition. Mobilisation locale qui s'exprime par l'objet qui est circonscrit territorialement (bois du Laerbeek, source de la Tridaine à Rochefort), et qui va tendre à impliquer davantage (tout au moins dans un premier temps) la population vivant à proximité de la localité à l'origine de la pétition. Cette dimension locale se caractérise aussi par les moyens utilisés pour favoriser la mobilisation – qu'il s'agisse d'outils *offline* (pétition papier, manifestations, journal municipal...) ou *online* visant à promouvoir une mobilisation locale (site web, page Facebook, diffusion de l'information par les réseaux sociaux...), qui sont étroitement imbriqués. Le caractère local de la cible (la société Lhoist de Rochefort, le gouvernement régional flamand de Bruxelles) ajoute encore à cette territorialisation.

Les données temporelles et de géolocalisation qui sont associées aux variables « répertoires d'action » et « profil des signataires » (pétition 13119) nous permettent de penser la place de la périphérie dans le processus de diffusion. L'élargissement des signataires à la périphérie du centre intervient à deux jours d'intervalle de la diffusion à Rochefort et sa commune voisine, Marche-en-Famenne, soit la durée nécessaire à la diffusion de l'information provenant de Rochefort (rappelons que la conférence de presse, la création du site web et la page Facebook datent du lancement de la pétition, soit le 18 juin). En outre, la lecture du tableau 3 nous indique



la très forte proximité du profil des signataires de Rochefort et de sa périphérie. Cet ensemble d'éléments nous laisse à penser que la logique de diffusion est avant tout territoriale, avec un effet retard du fait de la distance avec le lieu d'origine de la pétition.

Au-delà de la périphérie, la capacité d'influence d'une e-pétition sur les prises de décision dépend de l'imbrication étroite de ces deux logiques territorialisation-déterritorialisation, qui impliquent elles-mêmes la combinatoire *online/offline*. Pour que la mobilisation soit à la fois locale et nationale (voire internationale), au-delà des répertoires d'action utilisés, il semble qu'il faille encore que l'objet de la pétition et/ou l'argumentaire qui l'accompagne favorisent une appropriation par des signataires non riverains, attestant du dépassement du « syndrome NIMBY » (voir la pétition « Stop au survol », renvoyant au ressort « Pas de cela chez moi ») pour permettre une lecture en termes d'intérêt général d'une cause qui pourrait paraître au préalable avant tout locale (Contamin, Paye, dans ce même numéro).

La pétition 9706, quant à elle, se distingue des pétitions 8629 et 13119 par l'inversion des termes du processus. La déterritorialisation précède la territorialisation. Cette inversion ne remet pas pour autant en cause l'importance de la mobilisation locale. En un mois (août 2011), cette pétition a mobilisé près de 5 000 signatures contre moitié moins dans les quatre mois précédents (avril-juillet 2011) nuanciant le constat, fait par certains, de l'importance des premiers jours des pétitions en ligne dans les dynamiques de signatures (Yasseri et al., 2017). L'étude de cette pétition indique qu'une mobilisation par les réseaux n'est pas nécessairement suffisante pour conduire au succès d'une pétition. Il faudra en effet attendre début septembre pour voir la ministre flamande des Travaux publics, du gouvernement de la région Bruxelles-Capitale, remettre en cause la décision d'abattre les platanes. La comparaison entre les pétitions 9706 et 13119 nous conduit à souligner l'existence d'un facteur-clé pour expliquer la forte mobilisation des signataires locaux : l'existence d'une date importante concernant l'objet de la pétition : abattage des arbres fixé pour août dans ce cas-ci, ou bien date de la fin de l'enquête publique relative à la source Tridaine.

Malgré le caractère discontinu et non linéaire du site *lapetition.be*, l'accès à sa base de données a été d'autant plus utile pour le suivi des signataires et de leur évolution (au niveau de l'ancrage territorial de leur profil) que nous les avons confrontés à des sources extérieures (entretiens, médias d'information, sites) propres à rendre compte des répertoires d'action. C'est l'ensemble de ces variables qui nous a permis de mieux comprendre le processus de diffusion d'une pétition en ligne. Ainsi, selon les cas, les formes de mobilisation utilisées ou bien plutôt la manière de présenter l'objet de la mobilisation peuvent expliquer la réussite de la pétition ou son échec, sans que l'on puisse déterminer *a priori* lequel de ces éléments sera prépondérant. Comme nous allons le voir à présent, l'importance, dans la réussite des pétitions, des réseaux sociaux et de l'effet plateforme constitue un autre résultat de notre étude.

## **Deuxième partie : Design du site et diversité des effets de mobilisation**

Dans la première partie, nous avons pu montrer que les NTIC ne viennent pas remplacer les mobilisations classiques de terrain, mais se combinent avec elles. Nous allons centrer notre

analyse maintenant sur le site *lapetition.be* en tant que plateforme numérique afin d'analyser l'effet de choix qui ont pu paraître techniques (mise en page, présentation des informations, tri des pétitions), mais qui se révèlent influencer sur le succès de certaines pétitions.

Que se passe-t-il une fois qu'une nouvelle pétition est mise en ligne ? Quels sont les éléments structurels liés au site lui-même et les éléments qui relèvent des dynamiques de mobilisation ? Dans quelle mesure la médiation numérique « travaille »-t-elle la participation politique ? Pour répondre à ces questions, plusieurs voies sont possibles. Ainsi, si l'imbrication des modes de mobilisation en ligne et hors ligne est un élément important à considérer, l'analyse comparative de pétitions ayant un point commun (le même objet ou bien la même cause) permet également d'éclairer les différentes dynamiques de diffusion protestataires.

### *L'effet plateforme : comment un petit nombre de pétitions récolte beaucoup de signatures*

Plusieurs effets importants se dégagent de l'étude de nos sept pétitions environnementales. La question qui peut se poser est de savoir ce qui distingue une pétition qui rassemble beaucoup de signatures sur un site précis. Dans quelle mesure le « cadrage » imposé par le site, par sa mise en page, ses choix éditoriaux, les opportunités offertes aux internautes favorisent-elles certaines pétitions ? Nous avons ainsi dégagé des caractéristiques liées au design du site (la primauté aux pétitions les plus signées et/ou les plus récentes par exemple), puis d'autres caractéristiques liées aux modes de diffusion qui permettent notamment le déclenchement d'un effet boule de neige d'abord, puis d'un effet viral ensuite. Nous allons préciser ces effets en nous centrant sur l'analyse de « paires » de pétitions, soit deux pétitions qui ont un objet ou une cause proches. Cela nous permettra de « neutraliser » les éventuels effets de thématique, pour mieux cerner les effets « d'attractivité d'une pétition » qui seraient spécifiquement liés au site d'e-pétitionnement. Nous verrons ici que les pétitions les plus signées sont aussi celles qui parviennent à attirer les personnes qui ne signent pas habituellement de pétitions sur ce site.

Le site *lapetition.be* favorise, par son existence, la mise en réseaux d'individus autour de pétitions. Comme l'ont décrit Benett et Segerberg (2013), la baisse des coûts de communication et de coordination en ligne a donné lieu à de nouvelles formes de « *connective action* » où des masses désorganisées de citoyen·nes peuvent construire un intérêt politique sans développer une infrastructure organisationnelle stable. Ces épisodes de jonction peuvent jouer un rôle important dans le façonnement d'une conscience publique plus large et faire pression sur des élites politiques. Le contexte numérique favoriserait la réussite de la pétition, en réduisant les coûts tout en élargissant son audience. Alors pourquoi seule une poignée de pétitions parvient-elle à rassembler plusieurs milliers de signatures en ligne ?

Par sa construction spécifique, le site *lapetition.be* constitue un filtre favorisant certaines pétitions et en défavorisant d'autres. Un tel site accueille un nombre considérable de pétitions en parallèle. L'internaute peut donc éprouver des difficultés pour s'orienter et trouver une pétition qui recueillera sa signature. La page d'accueil du site joue par conséquent un rôle déterminant. Celle du site *lapetition.be* tend à mettre en valeur les pétitions les plus récentes au détriment des pétitions les plus signées. Nous l'avons souligné, un lien existe entre le succès

d'une pétition et le nombre de signatures qu'elle recueille le premier jour. Il y a également un lien entre le nombre de signatures et le fait que les signataires signent « en moyenne » un nombre élevé de pétitions sur l'ensemble du site, quelle que soit la thématique (les « habitués » du site). En effet, les trois rubriques qui sont mises en avant<sup>21</sup> sont par ordre d'apparition sur la page, « les dernières signatures », « les dernières pétitions », « les pétitions les plus signées de la semaine ». Précisons, en outre, que le volume du contenu de ces trois rubriques est fixe et limité à sept pétitions. Autrement dit, les internautes ont le temps de lire quels sont les sujets des pétitions et la date de signature (quand celle-ci est indiquée). Ce faisant, le fait de constater à l'écran une forte mobilisation pour une pétition peut créer une dynamique vertueuse entraînant, par un effet boule de neige, d'autres internautes à la signer, du fait de leur caractère récent, et ainsi de suite. En outre, le fait de pouvoir connaître l'identité des plus récents signataires (la liste fait en général plusieurs pages) peut être incitatif quand on y reconnaît certaines connaissances, qui peuvent être des ami·es, des militant·es de son réseau, des personnalités connues ou tout simplement par l'importance du nombre de ces personnes. Le site a ensuite fait apparaître les seuls prénoms et localités des signataires.

Cet effet « boule de neige » d'accumulation de signatures se réalise selon deux modalités : de proche en proche (comme dans les dynamiques locales), mais également par l'attractivité de la pétition conférée par le site. Cette plus ou moins forte « attractivité » s'explique en partie par un effet plateforme. Nous parlons d'effet plateforme lorsque les signataires d'une pétition, sur plusieurs jours, se singularisent par l'importance du nombre de signatures sur le même site, correspondant à ce l'on nommera les « habitués du site ». Il peut aussi être l'expression d'une diffusion en réseau par voie numérique d'une pétition de la part de ces habitués du site. L'analyse de deux pétitions se caractérisant par cet « effet plateforme » va rendre plus concrète ce type de dynamique.

Les deux premières pétitions analysées portent sur la même cause : la défense de l'ONG internationale de défense des océans, Sea Shepherd (Berger de la mer), à deux années d'écart. Elles vont toutes les deux se caractériser par une dynamique globale et une mobilisation virale – Böttcher, Woolley-Meza et Brockmann (2017) parlent d'effet de contagion.

La première (6038) est initiée par Lamya Essemlali, présidente de Sea Shepherd France, et est intitulée « Soutenons Sea Shepherd ». Elle a pour objet un appel au gouvernement français (à l'origine du sanctuaire baleinier où l'un des bateaux de l'organisation a été éperonné par un navire japonais chasseur de baleines) à condamner cet acte, et à plaider en faveur du respect du moratoire international sur le commerce de viande de baleine instauré en 1986. Cette pétition, lancée le 16 janvier 2010, a reçu 4 412 signatures.

La deuxième pétition (11453), intitulée « Libère Paul Watson », a pour cible l'ambassade d'Allemagne à Ottawa (Canada) et pour objet la libération par les autorités allemandes de Paul

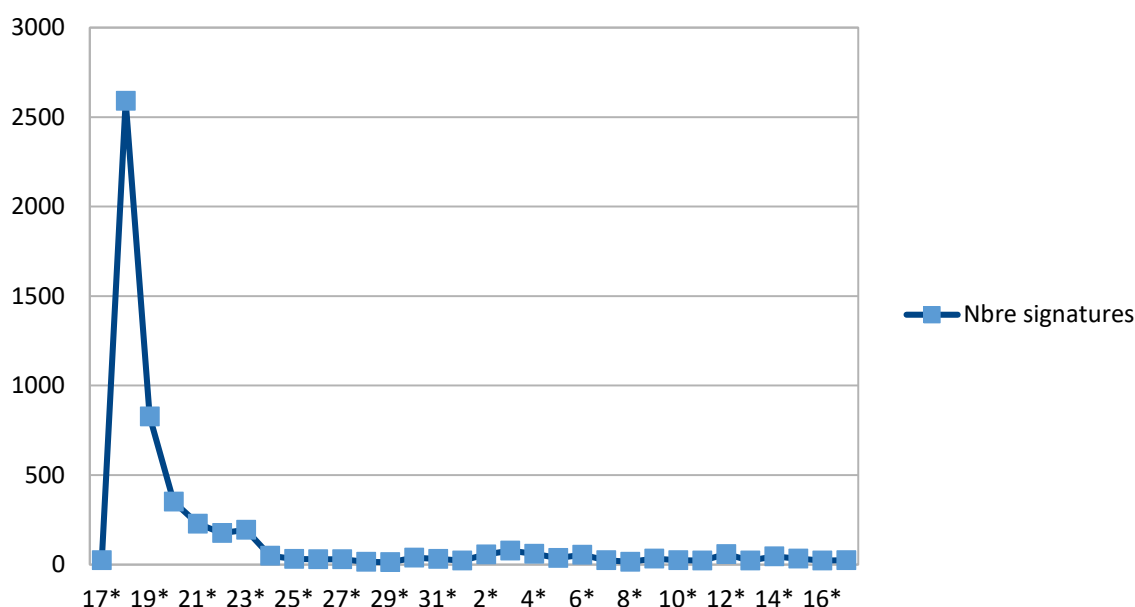
---

<sup>21</sup> Cette analyse repose sur la page d'accueil du site *lapetition.be* en septembre 2015. Il est à noter qu'en juin 2017, l'organisation de la page d'accueil a évolué sans réel bouleversement. Par ordre d'apparition, les rubriques sont : les dernières pétitions signées, les plus signées de la semaine, les dernières pétitions publiées et une nouvelle rubrique, non encore accessible, la pétition du moment, sans que l'on sache vraiment à quoi cela fait référence. Le caractère récent des pétitions est toujours mis en avant, par contre les dernières signatures ont disparu au profit de la rubrique les dernières pétitions publiées.

Watson, Canadien, fondateur et président de l'ONG internationale Sea Shepherd. Ce dernier a été arrêté, le 13 mai 2012 à l'aéroport de Francfort-sur-le-Main en Allemagne, sur la base d'un mandat d'arrêt émis par le Costa Rica, pour avoir, en 2002, interrompu une pêche aux ailerons de requin dans les eaux du Guatemala. Cette pétition récolte 4 500 signatures.

Contre toute attente, celle qui aura le plus de succès, « Libère Paul Watson », est lancée par un·e anonyme, qui va bénéficier d'un coup de pouce offert par les médias. Le nombre de signatures s'accroît très rapidement. La distribution mensuelle des signatures de la pétition présente une concentration particulièrement forte des signatures le premier mois de la pétition, pour ensuite se rapprocher de zéro. Le graphique 3 confirme l'interprétation d'une distribution des signatures notamment concentrée lors des premiers jours, et plus spécifiquement le deuxième jour, avec 2 256 signatures, chiffre jamais atteint en une journée dans les autres pétitions qui font l'objet de cet article. Initiée par un·e anonyme<sup>22</sup>, cette pétition illustre bien l'effet viral propre aux réseaux numériques (diffusion rapide de proche en proche et imprévisible).

**Graphique 3. Pétition 11453 « Libère Paul Watson » : nombre de signatures par jour (17 mai - 16 juin 2012)**



Il s'agit d'une dynamique qui part des habitué·es du site (64 % des 22 signataires du premier jour ont au moins laissé 50 signatures sur le site, dont 36 %, 100 signatures) pour s'étendre lors de la véritable explosion du nombre de signatures le deuxième jour à de nouveaux ou nouvelles venu·es sur le site dans leur écrasante majorité. Puis la courbe retombe très vite.

D'abord, un ensemble d'individus, habitués du site (14 signataires), intéressés par la

<sup>22</sup> En effet, le site *lapetition.be* autorise l'initiateur ou l'initiatrice d'une pétition à demeurer anonyme dans la rubrique « auteur » qui accompagne la mise en ligne de toute pétition sur ce site.

problématique de la pétition (5 ont signé au moins 8 pétitions à caractère environnemental), aurait fonctionné en réseau par la voie numérique. Ils et elles se seraient coordonnés pour diffuser cette pétition, ce qui expliquerait le profil d'habitué·es du site qui ressort le premier jour. Puis, plusieurs éléments laissent à penser que la dynamique de signatures de cette pétition a pu s'organiser suivant une logique virale grâce à sa médiatisation. En effet, le succès de la pétition le 18 mai correspond à la mobilisation de réseaux associatifs et à la diffusion en France dans l'émission télévisée *Thalassa* (France 3) d'un reportage sur Paul Watson. L'effet viral est attesté par la rapidité des signatures le 18 mai à partir de 19 heures 37 (jour de diffusion du programme, qui est annoncé sur le site de l'émission).

**Tableau 5. Pétition 11453 : distribution des signataires par jour selon le nombre de signatures sur le site et dans la catégorie environnement**

	Au moins 50 signatures sur le site		Au moins 100 signatures sur le site		Au moins 8 pétitions environnement
	N=	%	N=	%	N=
<b>17/05/2012 (22 sign.)</b>	14	64	8	36	5
<b>18/05/2012 (2 556 sign.)</b>	8	0	3	0	2
<b>19/05/2012 (800 sign.)</b>	14	2	8	1	9
<b>20/05/2012 (339 sign.)</b>	8	2	4	1	3
<b>21/05/2012 (216 sign.)</b>	17	8	9	6	6
<b>22/05/2012 (168 sign.)</b>	25	12	16	10	14
<b>23/05/2012 (191 sign.)</b>	28	15	21	11	17
<b>24/05/2012 (39 sign.)</b>	3	8	0	0	0

La diffusion du reportage télévisé et la mobilisation en réseau qui l'accompagne expliquent qu'un nombre particulièrement élevé d'individus non habitués du site signent cette pétition le 18 mai (2 256 signatures à partir de 19 heures 37). Au-delà de la singularité de ce deuxième jour, le contraste est saisissant entre le premier jour (beaucoup d'habitué·es du site) et les jours suivants (beaucoup qui découvrent le site, usage de l'anglais dans les commentaires), lesquels dénotent la diffusion auprès de non-habitués du site. Plusieurs commentaires (7) remercient l'émission *Thalassa*. « Merci Thalassa pour cet info » (*sic*).

La précocité des signatures (le premier jour) liée à une habitude du site, et pour certains signataires de signer un grand nombre de pétitions sur une même thématique, indique l'insertion

des signataires dans un réseau structuré, qui va ensuite permettre de recueillir des signatures de personnes inconnues du site, dont le nombre va « exploser » grâce à la médiatisation. Le profil de diffusion de cette pétition est particulièrement original et ne se retrouve pas dans les autres pétitions étudiées.

La deuxième pétition, « Soutenons Sea Sheperd », est portée par un réseau d'associations. Elle porte sur un enjeu plus global « pour une protection effective des baleines ». Ici aussi les premiers jours sont décisifs. Les cinq premiers jours de la pétition sont ceux où elle est le plus signée : 834 signatures sur la période, soit plus de 160 par jour en moyenne, avec deux pics (les 17 et 19 janvier). Ces premiers signataires sont ici aussi des habitués du site : sur les 20 premiers signataires, 9 ont signé au moins 50 pétitions sur le site et 6 en ont signé plus de 100. Le lendemain (17 janvier 2010), la pétition reçoit 216 nouvelles signatures, dont 64 signataires ont paraphé plus de 50 pétitions sur le site, et 45 au moins 100. Cet apport de signatures permet à la pétition de figurer sur la page d'accueil du site, ce qui renforce sa visibilité. La lenteur du démarrage de la pétition, associée au fait que les signatures proviennent davantage d'habitues de la pétition que de personnes intéressées par les questions d'environnement, tend à nous laisser penser qu'après un départ porté par des habitués, le succès de la pétition s'explique par un « effet de plateforme » de la part de « consommateurs » de pétitions qui élargissent son audience, à la différence de la pétition précédente<sup>23</sup>. Les premières signatures de ces habitués de la pétition semblent en avoir généré de nouvelles par leur apparition sur le site dans les catégories « les dernières signatures » et « les dernières pétitions », y compris de la part de personnes signant moins de pétitions.

Ils sont suivis par une tendance à la baisse jusqu'au 26 janvier. La pétition connaît une dernière augmentation notable des signatures le 27 janvier (106 signatures). Remarquons que les résidents belges et étasuniens, dont la proportion globale est faible, comparativement à celle des Français (80 %), représentent une part plus élevée des signataires dans les cinq premiers jours. La longévité de cette pétition est supérieure à la précédente pétition étudiée, puisqu'après une décroissance des signatures de février à juin, un léger rebond en juillet puis un second rebond très net en décembre (400 signatures) apparaissent. Cette période se caractérise à la fois par une diminution assez forte du nombre de signatures et des habitués du site, nombre qui est divisé par deux. Autrement dit, la moindre mobilisation des habitués du site entraîne une moindre visibilité de la pétition qui semble favoriser un reflux des non-habitués du site.

L'étude de ces deux pétitions nous permet de comprendre comment l'organisation d'un site de pétitionnement peut encadrer les pratiques des pétitionnaires. On peut constater que la mise en visibilité des pétitions qui rassemblent le plus de signatures joue un rôle dans leur succès. Tout particulièrement, auprès de ceux des « consommateurs » de pétitions qui à leur tour peuvent créer une dynamique pétitionnaire de la part des non-habitués du site, créant l'effet « boule de neige » que nous avons évoqué. Ces deux pétitions présentent des dynamiques de réseaux et des « effets de plateforme » différents, mais à chaque fois ces dynamiques s'articulent en ne s'excluant pas. Il faut insister sur les profils « hybrides » des pétitionnaires. S'il y a des

---

<sup>23</sup> Voir par exemple N. Baygert, 2014, « L'activisme numérique au regard du consumérisme politique : Pirates et Tea Partiers sous la loupe », *Participations*, 8, p. 75-95.

signatures qui sont avant tout le fait des « consommateurs » de pétitions (qui suivent l'actualité du site, mais ne rediffusent pas nécessairement beaucoup les appels à signature), il y a aussi les personnes qui agissent en réseau (habituées à recevoir et à diffuser les informations dans les réseaux dans lesquels elles sont insérées, sans être nécessairement habituées du site), et, enfin, celles et ceux qui se trouvent à mi-chemin entre les deux profils précédents (qui sont assidus du site, tout en diffusant aussi beaucoup dans d'autres réseaux). De surcroît, les mobilisations consécutives à « l'effet plateforme » ne sont pas exclusives non plus de celles fondées sur des réseaux locaux, comme nous allons l'observer à l'occasion de l'étude des deux dernières pétitions de notre corpus.

### *Une forme hybride et dynamique de mobilisation*

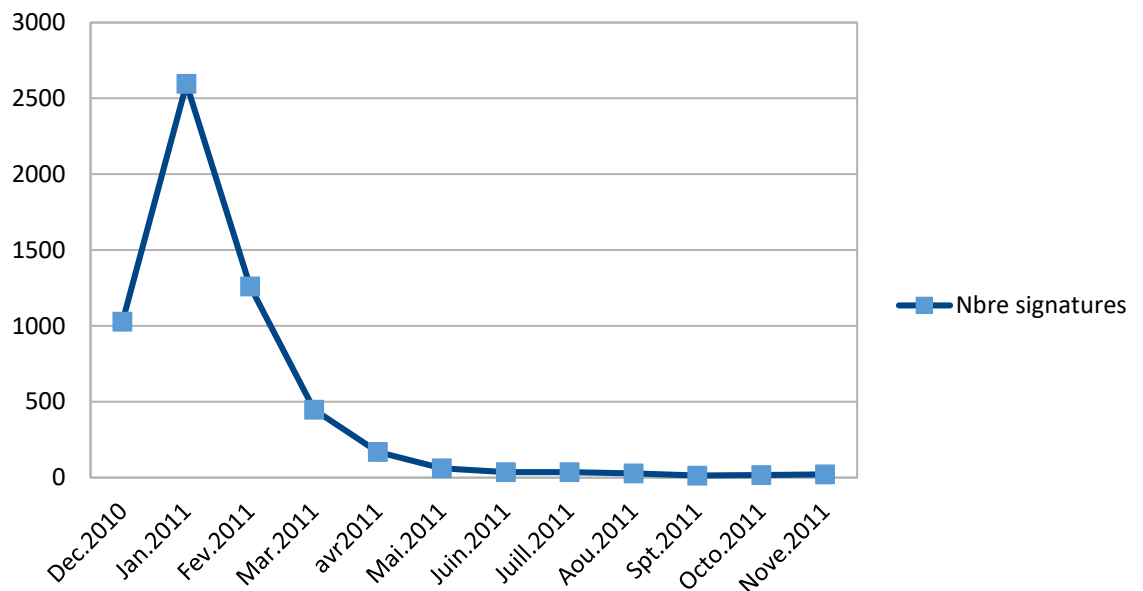
Il est intéressant de noter qu'à propos du même événement, plusieurs pétitions peuvent être lancées par des individus ou organisations différents, sur le même site d'e-pétitionnement ou bien sur différents sites. Cette situation de compétition neutralise l'effet de l'objet de la pétition (qui sera susceptible dans certains cas de mobiliser, mais pas dans d'autres), et met en évidence plusieurs caractéristiques de la dynamique pétitionnaire, comme les effets de réseaux ou de leadership des initiateurs et initiatrices.

Dans le panel de pétitions qui ont connu le plus de signatures sur le site étudié, deux pétitions ont rencontré cette situation : la pétition « Libère Paul Watson » n'est ainsi pas unique. D'autres pétitions ont été initiées sur d'autres sites. La pétition qui recueillera le plus de signatures est déposée sur *Avaaz.org* et en rassemble 129 705. Un autre cas est celui d'une pétition lancée sur le site *lapetition.be* qui s'oppose à l'extraction du gaz de schiste. Elle va être concurrencée au bout de quelques semaines par une autre pétition publiée sur un site de pétitionnement en ligne rival. La question du timing de lancement de la pétition apparaît ainsi déterminante dans les conditions de sa réussite.

La pétition « contre l'exploitation du gaz de schiste » postée sur le site *lapetition.be* va récolter 2 464 signatures et est de manière stratégique, lancée le 20 décembre 2010. C'est en effet le jour de l'organisation d'un comité de vigilance à Saint-Jean-du-Bruel, dans l'Aveyron, l'un des centres de la contestation naissante de la délivrance par l'État de permis d'exploitation des gaz de schiste. Cette réunion publique rassemble 300 personnes et lance la mobilisation, portée par un petit groupe autour de Fabrice Nicolino et José Bosé (Terral, 2012). Ainsi, 374 personnes habitant le village de Saint-Jean-du-Bruel vont signer cette pétition, contingent le plus nombreux en proportion de la population, suivis par 2 787 habitant·es de Montpellier. La mobilisation va ensuite s'étendre à tout le territoire français en s'appuyant sur des relais locaux et des réseaux en ligne (par exemple, on recense 773 signatures localisées à Aubenas, 577 à Nantes, ou encore 323 à Montréal et 308 à Bruxelles). La pétition est lancée par un particulier le 20 décembre 2010 à 8 heures 36 du matin, et la première signature intervient deux minutes plus tard, signe de l'existence d'un démarrage rapide. Les premiers jours, les signatures sont nombreuses, ainsi qu'en janvier, puis le nombre de signatures s'effondre (voir graphique 4). Nous verrons que cela correspond au lancement d'une autre pétition sur le même objet sur un autre site.

Il est à noter que s'il y a moins de signatures en décembre 2010 qu'en janvier 2011, c'est en grande partie parce que la pétition n'est mise en ligne que le 20 décembre. En moyenne, il y a plus de signatures par jour en décembre qu'en janvier, quoique le niveau soit très proche.

**Graphique 4. Nombre de signatures par mois<sup>24</sup>**



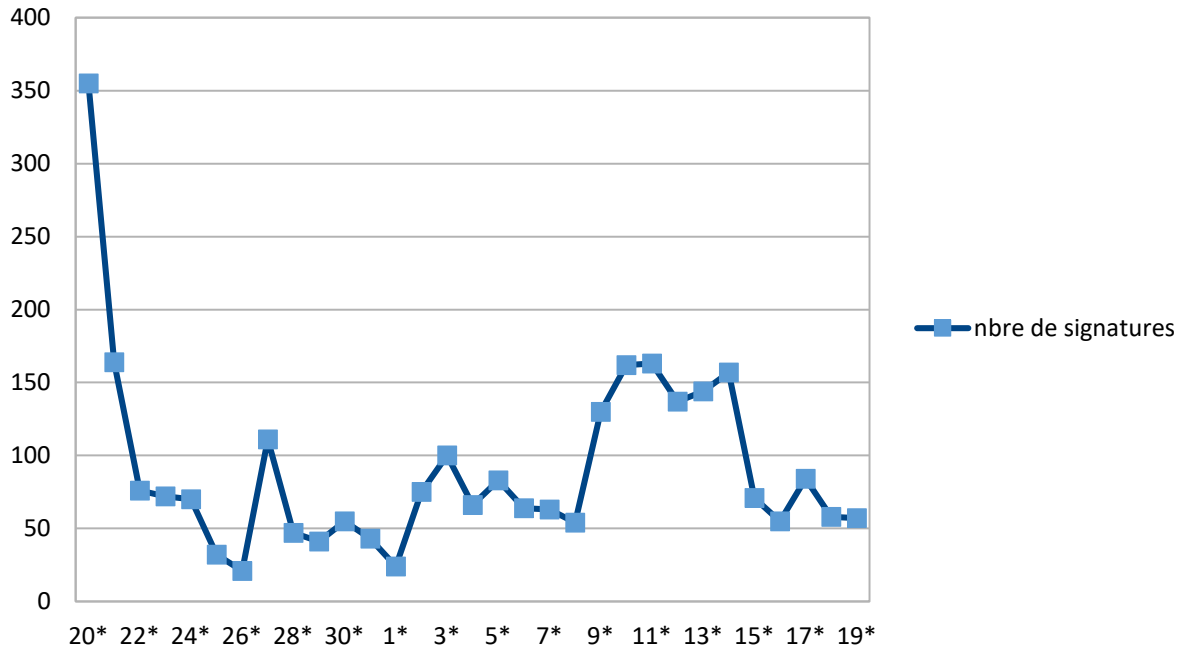
Le démarrage est rapide, avec 350 signatures le premier jour (voir graphique 5). Cela semble indiquer l'existence d'un groupe mobilisé, et il paraît probable qu'une partie des personnes présentes à la réunion publique, qui s'est tenue le même jour, figure parmi les premiers signataires. Cette pétition mentionne cependant la Picardie et non l'Aveyron, et la société Toréador et son programme de six forages prévus en 2011. La pétition appelle à refuser l'exploitation du gaz de schiste (« Dites NON ! à l'exploitation du gaz de schiste »), sans plus de précision. Plusieurs liens sont indiqués dans le texte pour l'information, qui reste encore limitée sur ce sujet à ce moment. Plusieurs sites vont appeler à signer la pétition en janvier 2011 (*eletra2zeiiss.tonempire.net*, *okoskaibios.monsite.orange.fr*, deux sites associatifs), et des forums de discussion sur la question (la plupart dans le sud de la France, en Ardèche et à Nice) se créent. Des dossiers d'information sont aussi diffusés. Cela contribue à développer la mobilisation. Pour autant, peu d'associations connues relaient l'appel, et progressivement la mobilisation se déplace. Sur le terrain politique, la commune de Villeneuve de Berg exige un moratoire sur le gaz de schiste et la tenue d'un débat public le 13 janvier 2011. José Bové anime un réseau qui va se fédérer en une coordination nationale le 26 février 2011. C'est aussi en février qu'une autre pétition « Gaz de schiste non merci » est créée sur le site *pétition24.net* et connaît un succès foudroyant (50 000 signatures le premier mois). À partir de ce moment, la

<sup>24</sup> Le graphique d'intensité de signatures par jours sera présenté *infra*.



pétition « contre l'exploitation du gaz de schiste » va tomber dans l'oubli. Que s'est-il passé ?

**Graphique 5. Nombre de signatures par jour du 20 décembre 2010 à fin janvier 2011**



Il semble bien qu'après un démarrage rapide, cette pétition évolue particulièrement lentement par rapport aux autres pétitions récoltant un nombre élevé de signatures. Ainsi, après avoir réuni 460 signatures les deux premiers jours, et malgré un soubresaut du 9 au 14 janvier, le mode de diffusion correspond à des signatures fortement étalées dans le temps, ce qui la distingue très clairement des autres. En outre, le profil des signataires montre une proportion d'habitué·es du site élevée au début puis qui décroît, renforçant *a contrario* l'hypothèse de la probabilité d'un effet plateforme, qui joue ici en défaveur de cette pétition.

**Tableau 6. Distribution des signataires par jour selon le nombre de signatures sur le site et dans la catégorie environnement**

	Au moins 50 signatures sur le site		Au moins 100 signatures sur le site		Au moins 8 pétitions environnement	
	N=	%	N=	%	N=	%
<b>20/12/2010 (296 sign.)</b>	37	13	16	5	33	11
<b>21/12/2010 (164 sign.)</b>	10	6	4	2	11	7

<b>22/12/2010 (75 sign.)</b>	4	5	3	4	2	3
<b>23/12/2010 (72 sign.)</b>	2	3	2	3	1	1
<b>24/12/2010 (70 sign.)</b>	8	11	7	10	5	7
<b>25/12/2010 (32 sign.)</b>	4	13	2	6	2	6
<b>26/12/2010 (21 sign.)</b>	2	10	0	0	2	10
<b>27/12/2010 (111 sign.)</b>	8	7	5	5	6	5

Cette pétition présente un profil hybride entre les pétitions qui relèvent essentiellement d'un « effet réseau », et celles qui relèvent d'un « effet plateforme ». Elle va en fait pâtir simultanément d'un isolement, d'un soutien faible par des réseaux de militants, qui vont se structurer autour de José Bové, et de l'effet plateforme : moins la pétition est signée moins tendanciellement elle a de chances de récolter de nouvelles signatures (car moins visible et moins valorisée).

Par ailleurs, le texte assez sibyllin de cette pétition, ne réclamant pas de mesures claires et concrètes (à part le refus), lui a sans doute nui. Cette pétition n'a pas permis de créer un mouvement autour de la Picardie, et a donc perdu la prééminence que lui avait donnée sa précocité d'apparition sur Internet. Finalement, la réunion le 26 février 2011 du rassemblement de 15 000 personnes en Ardèche au cri de « *No gazaram* » signe l'émergence d'un mouvement de grande ampleur qui va dépasser les clivages partisans. Dans la foulée, la loi Jacob, votée en juillet, interdisant la fracturation hydraulique, ne met pas pour autant fin à la mobilisation. Le calendrier de lancement de la pétition paraît donc mieux adapté à la mobilisation croissante. Le moment de lancement d'une pétition constitue ainsi un facteur de réussite à condition qu'il soit bien articulé avec un mouvement de mobilisation, qu'il va d'une certaine manière refléter partiellement.

Dans cette partie, nous avons exploré plusieurs configurations de mobilisation en ligne et hors ligne, en montrant les synergies possibles, mais aussi les effets pervers. Plusieurs facteurs se combinent qui tiennent au portage de l'initiative, au calendrier de diffusion des appels à signatures, mais aussi à l'émergence de groupes « *ad hoc* » qui se concentrent sur un sujet ou une thématique, à la fois en ligne, lors de la signature de pétitions, et sur le terrain, et dont l'effet d'entraînement est variable. Le fait qu'une pétition soit initiée par un·e anonyme ne paraît pas lui porter automatiquement préjudice. Le facteur de succès concerne plutôt le calendrier de l'effet plateforme : la combinaison d'actions porteuses et de signatures élevées qui vont permettre à la pétition d'être visible sur la page d'accueil et d'être relayée. Ainsi les « *aimless petitioners* » (Yasseri et al., 2017), c'est-à-dire ceux qui cherchent des causes ou des pétitions à signer, sont-ils susceptibles de les choisir.

## Conclusion

Un nombre croissant de recherches place les pétitions en ligne dans le répertoire d'action utilisée fréquemment par ceux et celles qui participent à la politique. Dans les recherches plus anciennes sur la participation politique, la pétition était considérée comme une activité semblable à la protestation et à d'autres répertoires d'action du mouvement social (par exemple Norris, 2002). Des travaux plus récents normalisent la signature de pétitions en tant que participation individualisée et symbolique facilitée par le contexte numérique (p. ex., Stocker, Evans, 2016 ; Theocharis, van Deth, 2018 ; Vissers, Stolle, 2014). D'autres ont établi une distinction entre les actes participatifs à coût élevé et à coût faible, où le risque (perçu ou réel) de la participation est réduit. Si la signature d'une pétition en ligne présente un coût bas, elle peut aussi être considérée comme une tactique pertinente pour obtenir un changement. Ainsi, le recours à de telles tactiques pourrait réduire le risque et les coûts de la participation citoyenne active (voir Schumann, Klein, 2015). Nos résultats tendent à montrer que la plupart des personnes ne cliquent pas sur des centaines de pétitions – en fait, la plupart signent de façon sélective une seule pétition sur un sujet qui les touche vraisemblablement plus particulièrement.

Notre examen des sept pétitions les plus signées de la catégorie « environnement » du site *lapetition.be* nous permet d'abord de montrer l'imbrication de l'ancrage local et des processus de diffusion de signataires locaux vers des signataires géographiquement plus éloignés. Ensuite, n'importe qui ne signe pas n'importe quelle pétition, grâce à des dynamiques pétitionnaires qui procèdent de proche en proche, soit en partant d'un ancrage local préexistant sur le terrain, soit par une forme d'attractivité des pétitions qui passe par un effet plateforme.

Nos résultats nous permettent de répondre à certaines des questions présentes dans la littérature. Il paraît ainsi utile de relativiser l'importance des qualités du portage de la pétition dans la dynamique de mobilisation. Le rôle des habitué·es du site peut être déterminant, même s'il ne peut à lui seul expliquer la réussite. Ensuite, nos résultats nous permettent de confirmer l'efficacité des dynamiques des réseaux associatifs qui s'articulent avec l'usage des NTIC. Enfin, nos résultats permettent de souligner la capacité des signataires à s'appropriier le texte d'une pétition, en la reliant à d'autres sphères de débats ou en la rapprochant de thématiques suffisamment générales pour agréger des profils divers de signataires. On retrouve cette « *active minority* » qui a un impact fort sur les pétitions en ligne, appelée selon Bermudez et al. (2016) des « *power users* ». Ils ou elles ne sont pas forcément plus éduqués ou plus riches, mais disposeraient de davantage de temps. Que les participant·es assument les coûts de transaction de la signature sur la plateforme *lapetition.be* pour signer une seule pétition (et sans doute ignorer de nombreuses invitations par courriel à signer des pétitions subséquentes) montre, à tout le moins, qu'il faut faire preuve de prudence lorsque l'on appuie la thèse selon laquelle la signature d'une pétition est une forme irréfléchie de « clicktivisme ».

Enfin, nous avons pu constater que ces pétitions « têtes d'affiche » de la catégorie environnement comportent de nombreux commentaires, qui nous permettent d'éclairer les dynamiques, en ligne et hors ligne. L'analyse de ces commentaires vient utilement compléter

nos premiers résultats<sup>25</sup>, et fait actuellement l'objet d'une nouvelle étude. À la suite de Monnoyer-Smith (2011), il paraît pertinent de parler de « *lifestyle politics* » ou de lieux alternatifs de discussion du politique à leur propos. L'e-pétitionnement combine ainsi une forme de modernité réflexive et des expressions émotionnelles, qui offrent un lieu d'exercice du « proto-politique ».

## Bibliographie

Alathur S., Ilavarasan P. V., Gupta M. P., 2012, « Citizen participation and effectiveness of E-pétition: Sutharyakeralam – India », *Transforming Government: people, process and policy*, 6 (4), p. 392-403.

Barats C., Contamin J.-G., Léonard T., Soubiran T., 2015, « Les transformations des comportements politiques au prisme de l'e-pétitionnement : potentialités et limites d'un dispositif d'étude pluridisciplinaire », *Journée d'étude "Étudier le Web politique : regards croisés"*, Lyon, 12-13 mai 2015.

Barats C., Dister A., Gambette P., Leblanc J.-M., Leblanc M.-P., 2019, « Ce que les données textuelles disent sur le pétitionnement en ligne : entre contraintes et appropriation du dispositif », *Colloque "Internet et les nouvelles formes de participation politique"*, Lille, 28-29 mars 2019.

Baygert N., 2014, « L'activisme numérique au regard du consumérisme politique : Pirates et Tea partiers sous la loupe », *Participations*, 8, p. 75-95.

Benford R. D., Snow D., Plouchard N. M., 2012, « Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan », *Politix*, 99, p. 217-255.

Bennett W. L., Segerberg A., 2013, *The Logic of Connective Action: Digital Media and the Personalization of Contentious Politics*, New York, Cambridge University Press.

Bermudez S., Bright J., Pilet J.-B., Soubiran T., 2016, « Power users in Online Democracy: their origins and impact », *Internet, Policy & Politics (IPP) Conference 2016 "The platform society"*, Oxford, 22-23 septembre 2016.

Böttcher L., Woolley-Meza O., Brockmann D., 2017, « Temporal dynamics of online petitions », *PLoS ONE*, 12 (5), e0178062.

Boyadjian J., 2016, *Analyser les opinions sur Internet. Enjeux théoriques et défis méthodologiques*, Paris, Dalloz.

Bright J., Bermudez S., Pilet J.-B., Soubiran T., 2020, « Power users in online democracy: their origins and impact », *Information, communication & society*, 23 (13), p. 1838-1853.

Christensen H. S., 2012, « Simply slacktivism? Internet participation in Finland », *JeDEM-*

---

<sup>25</sup> Cette analyse des commentaires fera l'objet d'une publication ultérieure.

*Journal of eDemocracy and open government*, 4 (1), p. 1-23.

Contamin J.-G., Léonard T., Soubiran T., 2017, « Les transformations politiques au prisme de l'e-pétitionnement : potentialités et limites d'un dispositif d'étude pluridisciplinaire », *Réseaux*, 204, p. 97-131.

Dahlberg L., 2011, « Re-constructing digital democracy: An outline of four propositions », *New Media and Society*, 13 (6), p. 855-872.

Della Porta D., Diani M., 2006, *Social movements: An introduction*, Malden (MA), Blackwell.

Fillieule O., Mathieu L., 2009, « Structure des opportunités politiques », in O. Fillieule, L. Mathieu, C. Péchu, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Sciences Po, p. 530-540.

Freundenburg W. R., Pastor S. K., 1992, « Nimbys and Lulus. Stalking the syndromes », *Journal of social issues*, 48 (4), p. 39-61.

Gibson R., Cantijoch M., 2013, « Conceptualizing and measuring participation in the age of the Internet: Is Online Political Engagement Really Different to Offline? », *The Journal of Politics*, 75 (3), p. 701-716.

Greffet F., 2012, « Le web dans la recherche en science politique. Nouveaux terrains, nouveaux enjeux », *Revue de la BNF*, 40, p. 78-83.

Halpin D., Vromen A., Vaughan M., Raissi M., 2018, « Online petitioning and politics: the development of Change.org in Australia », *Australian journal of political science*, 53 (4), p. 428-445.

Huré L., 2017, « Change.org, autorités et processus d'autorisation », *Communication & Langages*, 192, p. 83-102.

Jobert A., 1998, « L'aménagement en politique ou ce que le syndrome NIMBY nous dit de l'intérêt général », *Politix*, 42, p. 67-92.

Karpf D. A., 2010, « Online political mobilisation from the advocacy group's perspective: looking beyond clicktivism », *Policy and Internet*, 2 (4), p. 7-41.

Lasserre F., 2000, « Les hommes qui voulaient être rois. Principautés et nations sur Internet », *Cybergeo : European Journal of Geography*, document 129, DOI:10.4000/cybergeo.4397.

Margolis M., Resnick D., 2000, *Politics as usual. The cyberspace "Revolution"*, Londres, Sage.

Monnoyer-Smith L., 2011, « La participation en ligne, révélateur d'une évolution des pratiques politiques ? », *Participations*, 1, p. 156-185.

Monnoyer-Smith L., Wojcik S., 2014, « La participation politique en ligne. Vers un renouvellement des problématiques ? », *Participations*, 8, p. 5-29.

Morozov E., 2011, *The net delusion: the dark side of Internet freedom*, Londres, Penguin Books.

- Neveu É., 2011, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte.
- Paye O., Contamin J.-G., Pilet J.-B., Léonard T., Soubiran T., 2017, « Le pétitionnement en ligne, nouvelle modalité d'action citoyenne : le cas des pétitions sur le survol aérien de Bruxelles sur le site lapetition.be. Du syndrome NIMBY à l'effet "foot in the door" », 7<sup>e</sup> Congrès de l'ABSP "L'État face à ses transformations", Mons, 3-4 avril 2017.
- Rosanvallon P., 2006, *La contre-démocratie. L'âge de la défiance*, Paris, Seuil.
- Rosanvallon P., 2008, *La légitimité démocratique*, Paris, Seuil.
- Schlozman K. L., Verba S., Brady H. E., 2010, « Weapon of the strong? Participatory inequality and the Internet », *Perspectives on politics*, 8 (2), p. 487-509.
- Schumann S., Klein O., 2015, « Substitute or stepping stone? Assessing the impact of low-threshold online collective actions on offline participation », *European Journal of Social Psychology*, 45 (3), p. 308-322.
- Shulman S., 2009, « The case against mass E-mails: perverse incentives and low quality public participation in US Federal rulemaking », *Policy and Internet*, 1 (1), p. 23-53.
- Stoker G., Evans M. (dir.), 2016, *Evidence-based Policy Making in the Social Sciences. Methods that Matter*, Bristol, Policy Press.
- Terral P.-M., 2012, « La fronde contre le gaz de schiste : essai d'histoire immédiate d'une mobilisation éclair (2010-2011) », *Écologie et politique*, 45, p. 185-194.
- Theocharis Y., van Deth J. W., 2018, « The continuous expansion of citizen participation: a new taxonomy », *European Political Science Review*, 10 (1), p. 139-163.
- Tiberj V., 2017, *Les citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme le politique en France*, Paris, Presses universitaires de France.
- Tilly C., 1984, « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, 4, p. 89-108.
- Tilly C., 1986, *La France conteste*, Paris, Fayard.
- Visser S., Stolle D., 2014, « The Internet and new modes of political participation: online versus offline participation », *Information, Communication & Society*, 17 (8), p. 937-955.
- Yasseri T., Hale S. A., Margetts H., 2017, « Rapid rise and decay in petition signing », *EPJ Data Science*, 6, art. 20.

**Abstract—E-petition and mobilization dynamics: a variable geometry interaction. A case study related to the environment**

We study the seven most important e petitions in number of signatures (more than 4,000) from the 1,034 online environmental petitions visible on the site lapetition.be (2nd Belgian French-speaking e-petition site). Access to this database gives us the opportunity to focus on the reality of the signatories' behavior rather than on their discourses. While theoretically anyone could sign any petition, our research tends to show that people sharing the same territory will first add their signatures. We are trying to solve this enigma of the location of signatures, stressing the link between the territorialization factors, based on local networks, and the factors favoring the dissemination of signatures beyond the geographically close circle of petitioners (platform effect, social networks, national media). Our study shows the interweaving of local anchorage and diffusion processes from local signatories to geographically more distant signatories. The dynamic petitioners proceed, either by starting from a pre-existing local anchorage or by a form of attractiveness of petitions that passes through what we call a "platform effect".

**Keywords:** Online petitioning, Offline petitioning, Political mobilization, Mobilization strategies, Local anchorage, Répertoires of contention, Signatory profiles, E-democracy, Participation, Online political engagement, Democracy, Platform effect.

**Martine Legris** est ingénieure de recherche en sociologie au Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (CERAPS, UMR 8026) de l'Université de Lille. Elle étudie la question de l'articulation de la participation et de la démocratie. Elle s'intéresse également à la recherche participative. Elle est membre du bureau de la Boutique des sciences de l'Université de Lille. Elle enseigne la sociologie politique ainsi que les méthodes en sciences sociales. Elle a récemment publié avec Stefan Bösch, Simon Pfersdorf et Bernd Carsten Stahl (2020) « Identity Politics: Participatory Research and Its Challenges Related to Social and Epistemic Control » dans la revue *Social Epistemology*.

**Régis Matuszewicz** est maître de conférences en science politique à l'Université de Reims et membre du Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (CERAPS, UMR 8026) de Lille. Ses axes de recherches centraux portent sur le territoire et la démocratie. Il développe notamment les thématiques suivantes : implantation électorale politique et syndicale, nouvelles formes de participation politique, transition démocratique en Europe centrale et orientale, géopolitique de l'énergie. Il a notamment codirigé l'ouvrage collectif *Regards croisés sur les sécurités dans les relations euroméditerranéennes* (Matuszewicz R., Beurdeley L., 2011).

Mots-clés : Participation politique, Pétition en ligne, Pétition hors ligne, Stratégies de mobilisation, Répertoires d'action, Ancrage local, Profils des signataires, E-démocratie, Participation, Engagement politique en ligne, Démocratie, Effet plateforme.